

**VILLE de GRASSE**

**DÉFINITION STRATÉGIQUE de la  
GESTION de la DETTE**

**REGLES de GESTION**

**SOMMAIRE**

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>II.</b>	<b>CRITERES d'IMPORTANCE de la DETTE</b>	<b>3</b>
<b>III.</b>	<b>NOUVEAUX FINANCEMENTS</b>	<b>3</b>
<b>IV.</b>	<b>REAMENAGEMENTS</b>	<b>4</b>
<b>V.</b>	<b>GESTION de TAUX : INSTRUMENTS AUTORISES</b>	<b>4</b>
	• Instruments de gestion de taux	4
	• Règles d'utilisation des instruments de gestion de taux (rappels)	4
	• Classement « Gissler » maximum	4
<b>VI.</b>	<b>CONTREPARTIES AUTORISEES et LIMITES</b>	<b>5</b>
	• Contreparties bancaires	5
	• Garanties données	6
<b>VII.</b>	<b>PARAMETRES de GESTION</b>	<b>7</b>
	• Taux Budget	7
	• Durées	7
	• Dette structurée	7
<b>VIII.</b>	<b>REGLES de GESTION</b>	<b>7</b>

## I. INTRODUCTION

Le présent document reprend les points essentiels pour cadrer la gestion en application des principes définis dans le cahier de procédures générales.

Ces règles s'appliquent à la gestion de la dette du budget principal.

Il doit être actualisé chaque année.

## II. CRITERES d'IMPORTANCE de la DETTE (Budget Principal)

La dette de la ville est qualifiée d'importante (appréciation relative ou absolue) dès lors que l'une ou l'autre des limites suivantes est atteinte ou dépassée. Le même tableau fixe également les niveaux à atteindre pour l'exercice nnnn.

- Critères structurels

	Limites	Niveaux au 31.12.18	Objectifs 31.12.19
Capacité de désendettement (ratio Ville)	12.0 ans	10.84 ans	11.8 ans
En-cours de dette nette / recettes de fonctionnement	110%	124%	123%

Pour le calcul des ratios, l'encours de dette sera diminué de l'aide du Fonds de Soutien (décret du 29.12.15). Il s'agit donc de l'encours de dette nette.

En raison des caractéristiques actuelles du portefeuille de dette, cette dernière est, aujourd'hui, qualifiée d'importante. Les objectifs sont donc fixés pour la ramener progressivement en deçà des seuils.

- Dette dérivée ou structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)

	Limites	Niveaux au 31.12.18	Objectifs 31.12.19
En-cours de dette nette dérivée / En-cours de dette totale	≤ 25%	20,96 %	13.5 %
En-cours de dette nette dérivée	≤ 25 M€	17.55 M€	11.00 M€

## III. NOUVEAUX FINANCEMENTS

- Prévision des besoins

Chaque année, la direction financière prévoit le besoin de financement maximal pour les cinq années suivantes dans le cadre d'un plan approuvé par l'exécutif.

- Paramètres de gestion

*La direction financière doit s'assurer que le financement maximal prévu couvert par des concours long terme ou des lignes confirmées est compris dans les limites fixées par l'assemblée délibérante.*

FINANCEMENT MAXIMUM PREVU (M€)				
Exercice	2019	2020	2021	2022
Financement Maximum Prévu (FMP)	6.00	4.00	5.00	5.00
Plafond (120 % du FMP)	7.20	4.80	6.00	6.00

L'exécutif doit proposer à l'assemblée délibérante un montant prévisionnel d'emprunts nouveaux (hors réaménagements) pour l'année suivante.

#### IV. REAMENAGEMENTS

En cas de réaménagement d'emprunts anciens dans le but de réduire le risque, la marge appliquée ne pourra augmenter de plus de 100 BP (1 %) le coût de revient de l'emprunt initial.

Les réaménagements d'emprunts anciens, pour d'autres motifs que la réduction du risque, ne devront pas augmenter le coût de revient de l'opération réaménagée.

#### V. GESTION de TAUX : INSTRUMENTS AUTORISES

- **Instruments de gestion de taux autorisés :**

- Swap de taux (échange de taux variable contre taux fixe ou l'inverse).

Les références de taux variables seront :

- Des taux monétaires : Eonia et ses dérivés (T4M, TAG, TAM), Euribor. Les taux Libor ne sont pas autorisés ;
- Des taux longs obligataires euro : TEC 10, TMO, TME ou autres taux longs de la zone euro ;
- Des taux de swaps : CMS, CMT.
- CAP simples. Les FLOOR ne sont autorisés qu'en combinaison avec un CAP ;
- CAP à paliers. Les FLOOR à paliers ne sont autorisés qu'en combinaison avec un CAP simple ou un CAP à paliers ;
- COLLAR (ou tunnel : combinaison à l'origine de l'achat d'un CAP et de la vente d'un FLOOR) ;
- Swap avec option implicite ;

Cette liste est limitative. Ainsi, ne sont pas autorisées les structures à effet de levier, les structures de pente de taux, les structures combinant taux et devises ou toute autre opération non listée ci avant.

- **Règles d'utilisation des instruments de gestion de taux (rappels)**

- Aucune position de produit dérivé ou structuré ne doit rester ouverte. La souscription de protections est obligatoire. Dans ce cadre, le principe de mise en place systématique de couvertures sous forme de garanties de taux plafond doit être strictement appliqué.
- Le coût des couvertures peut être allégé par des associations de Floors (perte d'opportunité autorisée).

Les achats de CAPS pourront également être financés par des ventes d'options de swap permettant à la contrepartie de repasser la ville à taux fixe.

- **Classement « Gissler » maximum :**

- Classement maximum : C2.

La signification de ce classement est rappelée dans les tableaux ci-dessous (Tableaux des risques « Gissler »).

	Indices sous-jacents
1	Indices zone euro.
2	Indices Inflation française ou inflation zone euro ou écarts entre ces indices.
3	Écarts d'indices zone euro.
4	Indices hors zone euro. Écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro.
5	Écarts d'indices hors zone euro.

	Structures
A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (CAP) ou encadré (tunnel).
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier.
C	Option d'échange (swaption).
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé.
E	Multiplicateur jusqu'à 5

- Structures autorisées

En dehors de celles autorisées par l'application du point précédent, les seules structures autorisées sont celles qui, adossées à une structure déjà existante dans le portefeuille de dettes, en réduisent le risque au sens II de l'article 32 de la loi du 26 juillet 2013.

## VI. CONTREPARTIES AUTORISEES et LIMITES

- **Contreparties bancaires :**

Cette notion est essentiellement appliquée aux positions résultant des jambes receveuses des swaps qu'elles soient à court, moyen ou long terme.

Le tableau ci-après calcule les limites autorisées par contrepartie. Il est construit à partir des contreparties d'opérations existantes, même si certaines (DEXIA, SFIL, Depfa inscrites en italiques) ne sont pas agréées pour de nouvelles opérations. Leur présence est nécessaire pour la gestion des positions.

Les valeurs mentionnées dans les tableaux ci-dessous feront l'objet d'une validation annuelle par l'assemblée délibérante.

Les limites définies pour le risque s'apprécient en fonction :

- D'une limite absolue : encours maximum par contrepartie bancaire : 20 M€ ;
- D'une première limite relative, dite de risque de dépendance : encours relatif maximum de 35 % (part de la contrepartie par rapport au total du portefeuille de dettes swappées) ;

Pour les dossiers existants, un délai de 5 ans est prévu pour la mise en conformité avec cette règle.

- D'une seconde limite relative, dite de risque de résultat, fonction :

- de la perte maximale tolérée par contrepartie : 0.03 M€ ;

Cette valeur, essentiellement conçue pour les nouvelles opérations, ne pourra contraindre les opérations existantes dans l'immédiat.

- du taux de défaut sur 3 ans par type de contrepartie (source Standard & Poor's) :

AAA	0,003 %
AA	0,015 %
A	0,150 %
A-	0.250 %
BBB	1,0 à 2,0 %

Si la contrepartie n'est pas notée mais bénéficie de la garantie de son actionnaire, la notation de ce dernier sera retenue.

Dans tous les autres cas, le taux de défaut à retenir est de 0.350 %.

Le tableau des limites de contreparties figure ci-dessous :

Contreparties Retenues	Rating	Perte Probable	Perte Maximum	Limite calculée	Limite de contrepartie	Engagement notionnel maximal	
						Calculé M€ (6)	Limité M€ (7)
	(1)	en % (2)	M€ (3)	M€ (4)	M€ (5)		
DEXIA <sup>1</sup>	AA	0.015	0.03	2.000	2.000	66.667	20.000
SFIL	AA	0.015	0.03	2.000	2.000	66.667	20.000
CDC	AA	0.015	0.03	2.000	2.000	66.667	20.000
CAF <sup>2</sup>	AA	0.015	0.03	2.000	2.000	66.667	20.000
Caisse Epargne <sup>3</sup>	A	0.15	0.03	0.200	0.200	6.667	6.667
IXIS CIB <sup>4</sup>	A	0.15	0.03	0.200	0.200	6.667	6.667
Société Générale	A	0.15	0.03	0.200	0.200	6.667	6.667
CACIB <sup>5</sup>	A	0.15	0.03	0.200	0.200	6.667	6.667
Depfa	A-	0.25	0.03	0.120	0.120	4.000	4.000
Banque postale	A	0.15	0.03	0.200	0.200	6.667	6.667
			Total	9.120			117.333

- 1) Rating Standard & Poor's, Moody's ou Fitch IBCA
- 2) Probabilité de perte associée au rating
- 3) Perte maximum par contrepartie
- 4) 3) divisé par 2), engagement maximum
- 5) 4) ajusté pour qu'aucune contrepartie ne représente plus de 35% du total
- 6) 5) divisé par 3 %, représentant la pondération pour une période moyenne de 3 ans pour les instruments de gestion de risque de taux (source Standard & Poor's)
- 7) Minimum entre 6) et 30 M€

Pour vérifier le respect des limites, le calcul des risques par contrepartie intègre avec une pondération différente les opérations de banque selon leur nature :

- Opérations de gestion de risque de taux :
  - inférieures à 1 an : 0.5 % prorata temporis (sur base 360 jours) ;
  - supérieures à 1 an : 2.0 % prorata temporis (sur base 360 jours), la première année ;
  - 1% pour chaque année supplémentaire ;
- Opérations de gestion de risque de change : 1.0 % par année restante. Ce point ne peut concerner que des positions existantes.

#### • Garanties données :

La ville est conduite à délivrer des cautions en faveur d'un certain nombre d'organismes tels qu'administrations fiscales, OPH, EPS, ...

En cas de défaut d'un organisme garanti, l'impact sur les charges financières de la ville serait direct principalement en cas de garantie à première demande.

Dès lors, les encours de garantie par bénéficiaire s'imposent et font l'objet de limites qui seront fixées au cas par cas par l'exécutif en fonction du caractère et de la durée de l'opération.

<sup>1</sup> Note de l'Etat Français en raison de la garantie donnée à DEXIA.

<sup>2</sup> Note de l'Etat Français.

<sup>3</sup> Note BPCE.

<sup>4</sup> Note NATIXIS

<sup>5</sup> Ex CALYON

## VII. PARAMÈTRES de GESTION

Ces paramètres de structure de dette représentent les objectifs à atteindre dans le portefeuille de dette de la ville. Ils s'appliquent à l'ensemble de la dette.

### • Taux Budget

Le taux budget permet une estimation des charges financières du budget.

Les composantes du taux budget se détaillent ainsi :

	En portefeuille	Nouveaux
Taux moyen des lignes à taux fixes existantes	3.44%	1.60%
Taux moyen des lignes à taux variables existantes	0.23%	0.80 %
Taux moyen des lignes Hors Charte et Complexes	4.54%	-

Ce tableau sera complété par les anticipations relatives à chacun des indices composant les positions structurées.

### • Durées :

	Limites
Durée maximum du portefeuille d'emprunts	25 ans
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts	6.75 ans
Durée moyenne des emprunts nouveaux de l'année n	20 ans

### • Dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)

- Encours maximum de dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes ») : 20 % (par rapport au total du portefeuille de dettes hors lignes de trésorerie).

Pour cette analyse, les lignes de dette structurée (« Hors Charte » et « Complexes ») sont les positions résultantes des financements structurés seuls, des financements structurés swappés et des emprunts classiques swappés. Dans le cas de ligne swappées, seule la position résultante est à prendre en considération.

- Contrôle des pertes

Le total cumulé des pertes et des gains relatifs à toutes les transactions adossées à un emprunt, effectuées depuis l'origine de l'opération initiale, devra rester inférieur à 1 % du montant notionnel en constatation comptable cumulée.

Cette règle s'applique prioritairement aux nouvelles opérations.

Tout dépassement fera l'objet d'une décision de gestion par l'exécutif.

## VIII. RÈGLES de GESTION

- En période de taux de niveau peu élevé et dans la perspective d'un maintien de la courbe des taux, les financements nouveaux de 2019 seront prioritairement conclus sur taux courts.
- Pour les financements anciens comme pour les financements nouveaux, dans l'objectif de fixer des niveaux de taux longs très avantageux, seront étudiées toutes possibilités de passer à taux fixe les lignes à taux variables courts à horizon deux ans. Ces opérations seront conclues soit par usage des dispositions contractuelles, soit par la mise en place de swaps.
  - En l'hypothèse de la mise en place d'un swap, il sera receveur de taux variables et payeur de taux fixes (contre Euribor notamment). Il pourra être à départ décalé.
  - En l'hypothèse d'utilisation des conditions contractuelles, le coût de transformation du taux sera intégré dans le prix de revient résultant. Ce dernier ne pourra majorer de plus de 1% (100 BP) le taux de revient de l'emprunt initial.
- Toute opportunité de marché sera utilisée pour désensibiliser les structures existantes.

Chaque dossier en cours fera l'objet d'une analyse particulière aux fins de dégager des solutions de désensibilisation envisageables à des coûts acceptables pour la ville.